

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

3 avril 2019

Index AI : EUR 50/0159/2019

Ukraine. Amnesty International salue la protection par la police des rassemblements du 8 mars 2019 en faveur des droits des femmes

Amnesty International salue les efforts accrus des autorités chargées de l'application des lois en vue d'empêcher les attaques contre les participant·e·s aux rassemblements en faveur des droits des femmes qui se sont tenus le 8 mars 2019 dans sept villes ukrainiennes : Kiev, Oujgorod, Lviv, Kharkiv, Odessa, Marioupol et Zaporijia.

Les responsables de l'application des lois ont réussi à empêcher les attaques violentes qui avaient entaché les rassemblements similaires en 2018.

D'après le groupe d'observation Ozon civic monitoring group, 1 300 personnes ont participé à la Marche des femmes de Kiev, dont environ 100 contre-manifestants. L'événement a été encadré par 900 agents des forces de l'ordre. La police nationale ukrainienne a déclaré avoir arrêté deux personnes qui avaient essayé d'« initier un affrontement » et une autre personne qui avait lancé un dispositif pyrotechnique dans la foule. La police n'a pas fourni plus d'informations sur la détention de ces trois personnes et Amnesty International n'a pas eu connaissance de violences commises lors des rassemblements en faveur des droits des femmes dans d'autres villes.

À Oujgorod, des représentants d'Amnesty International Ukraine, Suède et États-Unis ont participé à un rassemblement organisé par la défenseure des droits humains Vitalina Koval, qui avait été victime de violences de la part de groupes d'extrême droite en 2017 et 2018 alors qu'elle participait aux événements en faveur des droits des femmes. L'absence d'enquêtes rapides et efficaces sur ces attaques avait nourri des inquiétudes qu'elle soit victime d'une autre attaque.

Pour réduire ce risque, Amnesty International avait rencontré des représentants de la police nationale ukrainienne et d'autres autorités locales avant le rassemblement de Vitalina Koval. Environ 100 agents des forces de l'ordre ont assuré la sécurité des participant·e·s au rassemblement d'Oujgorod.

En 2018, Amnesty International a recueilli des informations sur les violences généralisées commises par des groupes d'extrême droite contre des manifestant·e·s pacifiques qui défilaient dans les rues à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Les agressions se sont déroulées pendant et après les manifestations organisées à Kiev, Lviv, Oujgorod et d'autres villes.